

2012-2022 10 ANS DE PRÉVENTION: ET MAINTENANT COMMENT ON ACCÉLÈRE...

SÉRIE DES COLLOQUES
POLITIQUE DE
PRÉVENTION #10



FONDATION
PILEJE
PROMOUVOIR LA
SANTÉ DURABLE
Abritée par
Fondation
de France
ŒUVRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL À BUT NON LUCRATIF

AVEC LE
PARRAINAGE DE
ACADÉMIE
NATIONALE
DE MÉDECINE
FOUDÉE LE 20 DÉCEMBRE 1800

Conclusions du colloque du mercredi 7 décembre 2022

2012-2022, 10 ans de prévention : et maintenant, comment on accélère...

Depuis 10 ans, la prévention occupe une place croissante dans le débat public. Elle est désormais considérée comme une « priorité gouvernementale » et une « brique essentielle » comme l'a souligné François Braun, Ministre de la Santé et de la Prévention en ouverture du colloque. Le terme « prévention » vient d'ailleurs d'entrer, pour la première fois, dans l'intitulé de son ministère.

Pourtant, malgré des avancées réelles, le déséquilibre entre préventif et curatif en France reste profond. Ainsi, face au poids croissant des maladies chroniques liées au mode de vie, promouvoir la prévention en santé est une nécessité. Alors que 30% de la mortalité prématurée, 40% des cancers et 80% des maladies cardio-vasculaires sont évitables, il est urgent d'accélérer « le virage du tout curatif vers une société de la prévention ».

Comment accélérer ce virage? Quels sont les freins et les leviers pour la mise en œuvre d'une politique de prévention santé efficace ? Comment aller d'une prise de conscience individuelle à des actions collectives concrètes ? Comment intégrer la santé dans toutes les politiques ?

Si la santé est « un état complet de bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité » d'après l'Organisation Mondiale de la Santé, il est essentiel

d'aller vers une approche globale de la médecine afin d'intégrer les habitudes de vie comme des leviers indispensables pour une santé durable.

Tel a été le fil conducteur du 10^{ème} Colloque de la série Politique de Prévention co-organisé par la Fondation PiLeJe et l'Institut Pasteur de Lille, avec le parrainage de l'Académie de médecine, trois institutions engagées de longue date dans ce domaine.

D'après le baromètre santé Odoxa 2022, 6 français sur 10 pensent que la prévention est plus efficace que le soin et la crise de la Covid 19 a accéléré cette prise en conscience. Mais « entre la connaissance et les actes, il y a un fossé » d'après le docteur Jean-Michel Lecerf, directeur médical du Centre de Prévention Santé Longévité de l'Institut Pasteur de Lille, et chef du service Nutrition et Activité Physique. Par conséquent, il est nécessaire d'agir sur l'environnement afin de passer à l'action. C'est ce que suggère François Alla, professeur de santé publique à l'Université de Bordeaux, pour lequel « la prévention ne relève pas uniquement des choix individuels. Il faut avant tout agir sur les déterminants liés à l'environnement (école, entreprise, infrastructures...) afin de permettre à chacun d'avoir des leviers et de faire des choix ». Les politiques publiques ont donc un rôle majeur à jouer car l'information ne suffit pas pour passer à l'action.

Venus d'horizons divers, les intervenants se sont accordés sur la nécessité d'une prévention « sur mesure ». Des initiatives innovantes allant dans ce sens ont déjà donné des résultats prometteurs pour le dépistage ciblé des cancers du sein et du poumon en complément des campagnes nationales. L'intelligence artificielle ouvre des perspectives intéressantes comme outil d'aide à la personnalisation de la prévention, sous réserve d'une protection stricte des données de santé. Un consensus s'est aussi dégagé sur le fait que l'efficacité d'une politique publique de prévention dépend de sa cohérence, de sa continuité, des preuves scientifiques à l'appui pour éclairer la population et des actions de proximité permettant de toucher toutes les populations y compris les plus vulnérables.

Des avancées comme le « sport sur ordonnance » depuis 2016 ont été soulignées afin de lutter contre l'inactivité physique et la sédentarité, même si les médecins ne le prescrivent pas encore assez. D'après le professeur Martine Duclos, responsable du service de médecine du sport au CHU de Clermont-Ferrand et présidente de l'ONAPS, « le coût de l'inactivité physique est évalué à 140 milliards d'euros par an, celui de la sédentarité à 1 milliards d'euros par an ». Face à ces constats alarmants, la mobilisation de chacun s'impose pour inciter à prendre en main son capital santé.

Force est de constater que la prévention ne se décrète pas, et que les injonctions ne marchent pas. Pour Emmanuelle Leclerc, Déléguée générale de la Fondation PiLeJe, « la prévention n'est pas seulement la gestion des risques, c'est aussi et surtout la promotion de la santé ». Une façon d'aller

vers une approche globale de la médecine en intégrant les modes de vie, et d'appeler de ses vœux « une intégration de la prévention dans les parcours de soin ».

À l'issue de cette matinée d'échanges extrêmement riches, le Dr Jean-Michel Lecerf, modérateur du colloque, a retenu cinq idées fortes dont la déclinaison concrète devrait permettre de donner un coup d'accélérateur à la prévention.

5 PROPOSITIONS

1. Prendre en compte les déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé et inclure la prévention dans toutes les politiques publiques et portée par tous les ministères.

2. Faciliter l'accès à la prévention et au dépistage de façon ciblée, orientée, différenciée et avec un souci de proximité. Une stratégie de prévention efficace ne peut se concevoir que dans l'objectif de toucher l'ensemble de la population. La prévention de proximité doit permettre de se rapprocher des personnes qui en sont exclues du fait de leur situation de vie.

3. Développer la recherche scientifique en prévention autour de deux axes majeurs : la **communication en prévention** et **l'évaluation des actions de prévention**. En parallèle de la recherche, il est nécessaire de former les professionnels appelés à intervenir dans le champ de la prévention qui est un métier nécessitant des qualifications.

4. Prendre en considération la dimension psychologique du discours et des messages et la qualité des émetteurs. Les médecins, qui sont des émetteurs reconnus, doivent eux aussi bénéficier d'une formation spécifique. Certes, la prévention est un état d'esprit que tout le monde doit s'approprier, mais elle ne s'improvise pas et nécessite l'acquisition de compétences issues de la formation et de la recherche.

5. S'appuyer sur des acteurs multiples, médecins, autres professionnels de santé en direction de publics multiples : écoles, entreprises... La reconnaissance d'un acte de prévention dans l'acte médical pourrait faciliter son intégration dans la pratique quotidienne des médecins. Encourager la continuité des politiques de prévention est également un point fondamental.

Le prochain colloque sera l'occasion de changer de registre et d'aborder le concept « Une seule santé » (One Health). Ce concept repose sur les liens étroits entre la santé du sol, des plantes et des animaux et celle des hommes. Il permet de porter un regard global sur les enjeux sanitaires. Pour en savoir plus, rendez-vous en 2023.